



emmaüs
EUROPE

PROVOCATEURS DE CHANGEMENT

“POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET LA JUSTICE UNIVERSELLE”

DÉCLARATION EMMAÜS EUROPE

Nous, groupes et communautés Emmaüs en Europe, réunis en Assemblée Régionale à San Sebastián du 27 au 31 octobre 2019,

Nous manifestons notre indignation face aux événements de cette période historique qui remet en question des valeurs et des conquêtes qui caractérisent notre maison européenne commune.

Forts de l'expérience quotidienne de nos groupes et de nos communautés qui accueillent et intègrent, en Europe et dans le monde, des milliers de personnes touchées par des situations de misère et de souffrance, conscients des conséquences injustes engendrées ;

unis et engagés dans la conviction de l'universalité des Droits humains et de la primauté de la dignité des personnes sur les frontières et les différences ;

nous sommes profondément convaincus qu'il faut reconnaître à chaque être humain la même dignité, les mêmes opportunités, la liberté de circulation et de mouvement et l'espoir d'un avenir meilleur.

Par conséquent, NOUS DÉNONÇONS :

- La souffrance et la mort de milliers de personnes qui, contraintes de quitter leur propre pays, sont exploitées, torturées, assassinées ou meurent en essayant de traverser les déserts et les mers.
- La criminalisation progressive et injuste des pauvres et des personnes vivant dans des conditions de précarité et de marginalisation, abandonnés par les institutions et ignorés par une grande partie de l'opinion publique européenne.

- Les obstacles bureaucratiques qui entravent l'intégration et maintiennent d'un grand nombre de personnes dans l'illégalité.
- La criminalisation progressive et injuste des personnes qui agissent et se battent, de toutes leurs forces, pour défendre les droits fondamentaux, pour affirmer la primauté et la valeur de la vie humaine, pour faire respecter le droit international et la dignité de tous, à commencer par les plus souffrants et les plus nécessiteux.
- Le manque de volonté politique de la part des institutions européennes et des Etats pour lutter contre les mensonges répandus sur les migrants et qui cache les véritables causes de l'émigration provenant des pays appauvris, en guerre ou victimes de régimes politiques dictatoriaux. »
- L'utilisation du mensonge pour promouvoir intentionnellement le rejet social et la fermeture des frontières.
- La violation systématique de l'article 13 des Droits de l'Homme, qui inclut le droit à la libre circulation des personnes. Les Droits de l'Homme sont des droits inhérents à la personne humaine et font donc partie du droit subjectif. À ce titre, il s'agit d'un droit protégé même par les cours constitutionnelles. Cependant, il est violé tous les jours.
- Le refus de construire un système d'accueil durable, partagé, efficace et respectueux.

ET NOUS DEMANDONS aux Institutions européennes et aux gouvernements nationaux :

- L'élaboration de politiques luttant contre les inégalités, les finances spéculatives et toutes les activités économiques provoquant l'exploitation, la pauvreté, la dépendance, la faim et la misère dans le monde.
- La reconnaissance de ces facteurs en tant que principales causes des migrations et des guerres absurdes et instrumentalisées entre les pauvres d'Europe et du Monde.
- La mise en œuvre concrète d'une politique égalitaire de coopération avec les pays émergents et en développement basée sur la reconnaissance d'une dette historique exigeant restitution et solidarité.
- La suspension immédiate des ventes d'armes, en particulier aux régimes dictatoriaux et aux pays en conflit qui causent la mort et la souffrance et obligent des milliers de personnes à émigrer.
- La modification du Règlement de Dublin afin qu'il permette une répartition de l'accueil concrète et immédiate entre pays européens, et que cet accueil soit diffus, partagé et soutenable.

- La fin de la privatisation des biens publics et de la gestion des visas d'entrée en Europe, un système injuste et contraignant pour ceux qui souhaitent entrer par les voies administratives légales.
- La mise en place, le renforcement et la coordination de routes humanitaires européennes directes et immédiates pour ceux qui fuient la guerre et la faim.
- La réactivation en Europe du système de sauvetage en mer et sur terre, dans le respect des normes internationales de secours, en soutien et en collaboration avec toutes les organisations de la société civile, les églises et les ONG travaillant pour aider et accueillir les migrants.
- La cessation immédiate de la collaboration avec les garde-côtes libyens, dénoncés par l'ONU pour leur collaboration avec des trafiquants d'êtres humains et pour les conditions inhumaines des centres de détention où des actes de viol, de violence et de torture ont été constatés.
- La révision immédiate de tous les accords avec les pays limitrophes qui empêchent la libre circulation et ne respectent pas les Droits de l'Homme.
- La fermeture des Centres de rétention et la transformation de l'Agence Européenne de garde-frontières et de garde-côtes (FRONTEX) en une agence de coopération, sauvetage et défense des Droits de l'Homme, incluant le droit de circuler librement.

QUANT À NOUS, GROUPES ET COMMUNAUTÉS EMMAÛS AUX CÔTÉS DE TOUTES LES ORGANISATIONS ET PERSONNES DÉFENDANT UNE SOCIÉTÉ PLANÉTAIRE PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE, NOUS CONTINUERONS À :

- accueillir toutes les personnes de manière inconditionnelle, dans nos communautés et nos réalités locales, démontrant et rendant visible le fait que le vivre ensemble et le respect de la diversité sont possibles et enrichissants pour tous ;
- soutenir et encourager la lutte contre les causes de la misère et la souffrance ;
- nous engager, en tant que mouvement et dans les réseaux que nous intégrons avec d'autres organisations européennes et internationales, à réaffirmer la primauté des droits fondamentaux et la dignité de chaque être humain et de chaque peuple, en commençant par les plus fragiles, en Europe et dans le monde.

À Donostia, le 29 octobre 2019